

Les délinquances économiques et financières et leur contrôle : des coûts du crime à la constitution d'un nouveau milieu professionnel

Le Service d'études pénales et criminologiques (SEPC) puis le Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales (CESDIP) se sont intéressés depuis le début des années 1970 aux rapports entre les délinquances, le contrôle social et l'économie. Philippe Robert a engagé à cette époque les premiers travaux sur le coût du crime. Cette approche, inspirée de travaux menés outre atlantique à la fin des années soixante, propose de donner une mesure monétaire non seulement aux délinquances mais également à leur contrôle. Ces travaux ont été poursuivis au CESDIP jusqu'au milieu des années 1990. Ils ont fait apparaître une image différente des délinquances et mettent en lumière les conséquences des délinquances économiques et financières (DEF).

A la fin des années 1980 et au début des années 1990, l'émergence de grandes affaires économique-politiques, en particulier en France et en Italie, a contribué à s'interroger sur ces délinquances et leur contrôle. De nouvelles législations apparaissent sur la corruption (1988, 1990, 1993) et le blanchiment (1990, 1996). Des modalités spécifiques de contrôle sont mises en place concernant la surveillance des marchés (Commission des opérations de bourse, COB), le blanchiment (TRACFIN¹, 1990), la corruption (Service central de prévention de la corruption, SCPC, 1993), l'action pénale en matière économique et financière (pôle financier, 1998).

Après avoir étudié différents aspects des relations entre économie et délinquances, les rapports entre le marché du travail et la répression pénale, les économies informelles, Thierry Godefroy s'intéresse depuis la fin des années 1990 à différentes facettes :

- **Blanchiment** : l'introduction de cette nouvelle incrimination inconnue du droit français donne lieu à une première analyse des dossiers judiciaires pour blanchiment et de la nouvelle utilisation d'un mode de sanction, la confiscation des profits illicites.
- **Les DEF en Europe** : le GERN engage au tournant des années 2000 un bilan européen des travaux sur la criminalité économique et financière en Europe, incluant un bilan de la situation française.
- **Le crime organisé** : depuis le milieu des années 1990, les instances européennes se mobilisent sur cette question notamment dans le contexte de l'élargissement. Un bilan des dispositifs nationaux est paru en 2004.
- **Mondialisation de l'économie et normalisation internationale** : la décennie 1990 s'est achevée par une mobilisation internationale sans précédent sur les questions de corruption, d'évasion fiscale, de blanchiment qui s'est traduite notamment par la publication de listes noires de territoires dits *offshore*.
- **La constitution d'une professionnalisation de nouvelles fonctions liées à la lutte anti-blanchiment** : l'essentiel des travaux existants envisage la lutte anti-blanchiment sous l'angle de l'origine des politiques anti-blanchiment, de leurs développements ou de ses instruments. Dans ce travail en cours, les chercheurs s'intéressent à la constitution d'un milieu professionnel spécialisé à l'intersection des univers policiers, judiciaires et financiers.

¹ TRACFIN : Traitement du renseignement et de l'action contre les circuits financiers clandestins

Contact :

Thierry Godefroy

CNRS - CESDIP

Tél : 01 34 52 17 12

Mél : godefroy@cesdip.com

Dernières publications :

La lutte anti-blanchiment, Une expertise, un métier, bientôt une profession ? Favarel-Garrigues G., Godefroy T., Lascoumes P. 2005, *Banque Stratégie* 2(227):2-3.

Le capitalisme clandestin - l'illusoire régulation des places offshore. Godefroy T., Lascoumes P. 2004. Paris, La Découverte.

Les criminalités économiques et financières : Evolutions et tendances, quelques observations françaises. Godefroy T. 2002., in *La criminalité financière en Europe*, Ponsaers P., Ruggiero V. (eds.), Paris, L'Harmattan, 47-76.

Blanchiment et confiscation. La situation française vue à travers l'analyse de dossiers. Guyancourt: Cездip. Godefroy T., Kletzlen A. 2000.